Ht^e Gar I

ELECTIONS LEGISLATIVES — SCRUTIN DU 18 NOVEMBRE 1962



Première Circonscription de la Haute-Garonne

TOULOUSE-NORD

Parti Socialiste Unifié

René GOUYON

Après avoir été accaparée, sous la IVe République, par les Etats-Majors des vieux partis politiques, la prétendue souveraineté du peuple français a été remise par eux, en 1958, aux mains de la monarchie gaulliste. Et c'est ainsi que ce peuple a dû se résigner, sans être jamais consulté sur ces sujets essentiels, à voir consacrer ses ressources à la constitution d'une « force de frappe », alors qu'il manquait de logements comme d'écoles et que le financement de la lutte contre le cancer était laissé à la charité publique.

C'est pourquoi le « oui » et le « non » du 28 octobre n'ont été, en réalité, que deux NON. Ceux qui ont dit « oui » ont surtout signifié un NON irrévocable au retour des hideux débris de la Quatrième : la belote à quatre Pinay-Mollet-Gaillard-Pflimlin, avec changement de partenaire tous les mille points, ne reprendra décidément pas. Quant à ceux qui ont dit NON, comme nous, ils ont porté un coup mortel à la monarchie : Monsieur MOI-LA-FRANCE n'est plus que Monsieur QUARANTE-SIX POUR CENT, virgule, quarante-cinq, désormais incapable de s'opposer à une volonté nationale vigoureusement exprimée.

Par-delà les refus maintenant signifiés, c'est cette volonté vigoureuse qu'il s'agit, à présent, d'affirmer. Le PARTI SOCIALISTE UNIFIE, seul vierge de toute compromission dans les vieilles techniques d'escamotage de la démocratie, appelle le peuple français à RESSAISIR LUI-MEME, ENFIN, SA SOUVERAINETE.

Il lui propose, à cette fin, le programme suivant.

⁂

INSTITUTIONS. — L'Assemblée élue par le suffrage universel désigne le chef du gouvernement. Celui-ci, techniquement assisté par le Conseil Economique et Social, rend compte périodiquement de sa gestion à l'Assemblée : si elle le désapprouve, **de nouvelles élections ont lieu**. Ainsi, et ainsi seulement, la stabilité et l'efficacité gouvernementales sont conciliées avec la souveraineté du suffrage universel.

ECONOMIE. — **Le crédit est nationalisé**. Disposant de ce levier, la nation intervient de façon décisive dans cet acte économique essentiel qu'est l'orientation des investissements. Elle est ainsi en mesure de consacrer ses efforts à des productions d'utilité sociale (logements, écoles, hôpitaux, équipement sportif, etc...) et non plus aux ruineux jouets des rêveries d'un vieillard.

INDUSTRIE. — Le reclassement des rapatriés et la réduction du service militaire permettent de **ramener la semaine de travail à 40 heures**. Avec un minimum de loisir (nos vues s'opposent, sur ce point à celles de la direction de Sud-Aviation), chacun doit retrouver le temps et le goût de s'intéresser aux affaires du pays, comme à celles de la collectivité plus restreinte dont il fait partie.

Quant à la direction privée des entreprises, elle est maintenue dans l'exacte mesure où elle n'engendre pas de conflits : **toute usine importante où intervient un débrayage prolongé est réquisitionnée**, et sa direction est confiée à un comité d'entreprise élu par le personnel.

AGRICULTURE. — Une aide massive lui est accordée, non pour la survie de modes d'exploitation périmés, mais **pour la mise en place et l'équipement de structures coopératives**. Faute de telles structures, nos ruraux ne pourraient que demeurer « un pays sous-développé à l'intérieur du pays », ou sombrer dans

la condition de salariés des industriels du poulet. Au contraire, se dotant de ces structures, ils pourront :

— d'une part, grâce au plein emploi de l'outillage, assurer une production élargie dans de meilleures conditions de rentabilité;

— d'autre part, grâce aux possibilités collectives de stockage, assumer eux-mêmes la fonction des grossistes, et recueillir pour eux-mêmes les bénéfices actuellement captés par les intermédiaires abusifs.

DEFENSE NATIONALE. — **Le service militaire est ramené à un an**, si le pays (que nous consulterons expressément sur ce point) tient absolument à conserver une armée. Nous n'en voyons pas, quant à nous, l'utilité : dans le monde actuel, **une armée n'est un danger que pour le peuple (Turquie, Argentine ou France) qui l'entretient.**

La France, en tout cas, **renonce à tout armement atomique,** comme à toute intégration à un bloc susceptible d'être entraîné dans une guerre atomique : sa seule et relative sécurité est à ce prix.

Les économies ainsi réalisées sont principalement reportées sur le chapitre suivant :

EDUCATION NATIONALE ET JEUNESSE. — La démocratisation de l'enseignement est la clef de voûte de toute démocratisation. Pour se fonder sur les seules aptitudes, et non plus sur l'origine sociale, l'orientation vers l'enseignement court (C.E.G., Ecoles techniques) ou l'enseignement long (Lycées, puis Facultés) n'interviendra donc plus à la sortie de l'école primaire, mais à l'issue d'un « tronc commun » de deux ans au moins, **dont les établissements seront tous identiques.**

Cela, et la nécessité d'une formation civique commune, exclut à ce stade tout établissement privé. Aux autres niveaux, l'enseignement privé pourra être toléré mais ne sera nullement encouragé.

L'étudiant, véritable « stagiaire » de la profession à laquelle il se destine, percevra le salaire correspondant à cette fonction.

⁂

Ce programme, certes, n'est pas limitatif. Les quelques points énumérés suffisent pourtant à caractériser la voix que le PARTI SOCIALISTE UNIFIE propose au pays.

Si ce parti tout neuf a repris le nom du parti de JAURES, c'est pour proposer au pays la voie d'une révolution non sanglante (à moins que messieurs les assassins ne commencent...), mais d'une révolution résolue : celle d'un peuple décidé à se diriger lui-même vers ses propres objectifs, et à ne pas se laisser frustrer plus longtemps des immenses possibilités du monde de demain.

Le 28 octobre, le régime carolingien est entré en agonie. Contre toutes les épaves du sordide naufrage qui lui avait laissé le champ libre, nous posons notre candidature à sa succession. Ou plutôt, tous ensemble, de Pierre Mendès-France aux signataires de ces lignes, nous appelons le pays lui-même à la poser avec nous.

Le Candidat :

René GOUYON

Professeur de Mécanique rationnelle à la Faculté des Sciences.
Ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure, Agrégé de l'Université, Docteur ès Sciences, ex-Directeur de l'Institut français de Stockholm et Conseiller culturel de l'Ambassade de France en Suède.
Officier d'artillerie en 39-40,
Combattant Flandres-Dunkerque, Prisonnier 40-45 (1 évasion).
Secrétaire général du Groupe Liberté de l'Oflag II D-II B.

Le remplaçant éventuel :

Léonce HERAIL

Professeur du Collège d'Enseignement général
à Villemur-sur-Tarn.

S. G. I. — Toulouse